



Assemblée des Départements de France

Siège social : 6 rue Duguay Trouin - 75006 Paris  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 décembre 2024



RSM Paris  
26, rue Cambacérès  
75 008 Paris  
France  
Tél : +33 (0) 1 47 63 67 00  
Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00  
[www.rsmfrance.fr](http://www.rsmfrance.fr)

Assemblée des Départements de France

Siège social : 6 rue Duguay Trouin - 75006 Paris  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'Association Assemblée des Départements de France,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Assemblée des Départements de France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement **d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 17 juin 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Djamel Zahri  
Le 17/06/2025

ID: tx\_JD7m9E9vOa7w

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Djamel Zahri".

Djamel ZAHRI

Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	1 060		1 060	1 060
	Autres immobilisations incorporelles (1)	12 273	8 115	4 158	
	Immobilisations incorporelles en cours	5 400		5 400	
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	669 100		669 100	669 100
	Constructions	3 581 852	1 897 738	1 684 114	1 744 947
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	456 147	402 768	53 378	91 142
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
ACTIF CIRCULANT	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	13 224		13 224	13 224
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>4 739 056</b>	<b>2 308 621</b>	<b>2 430 434</b>	<b>2 519 473</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
COMPTES DE REGULARISATION	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 056 167	22 240	1 033 927	150 413
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	128 162		128 162	92 673
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	2 074 267		2 074 267	2 951 002
	<b>DISPONIBILITES</b>	1 138 898		1 138 898	350 588
	Charges constatées d'avance	65 405		65 405	65 615
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>4 462 900</b>	<b>22 240</b>	<b>4 440 659</b>	<b>3 610 292</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>	<b>9 201 955</b>	<b>2 330 862</b>	<b>6 871 094</b>	<b>6 129 765</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	4 910 966	5 157 427
	Excédent ou déficit de l'exercice	139 477	(246 461)
	Total des fonds propres (situation nette)	5 050 443	4 910 966
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
Total des fonds propres		5 050 443	4 910 966
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		11 628
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Total des fonds reportés et dédiés			11 628
Provisions	Provisions pour risques		23 483
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		23 483
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	110	110
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	523 333	419 184
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	623 058	745 367
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	669 149	19 026
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	5 000	
	Total des dettes	1 820 651	1 183 688
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		6 871 094	6 129 765
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		139 477,45	(246 461,23)
(1) Dont à moins d'un an		1 820 651	1 183 688
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	5 919 133	5 234 715
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	703 172	631 951
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	20 844	22 690
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	140 908	25 100
	Utilisations des fonds dédiés	11 628	
	Autres produits	12 984	12 498
Total des produits d'exploitation		6 808 669	5 926 954
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	7 140	9 331
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 735 527	1 573 860
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	337 835	328 010
	Salaires et traitements	2 697 698	2 614 762
	Charges sociales	1 424 276	1 323 185
	Dotation aux amortissements et dépréciations	148 230	225 612
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		11 628
	Autres charges	34 529	20 798
Total des charges d'exploitation		6 385 235	6 107 186
RESULTAT D'EXPLOITATION		423 434	(180 232)



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		423 434	(180 232)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	60 709	48 882
	Total des produits financiers	60 709	48 882
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		60 709	48 882
RESULTAT COURANT avant impôts		484 143	(131 350)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	19 646	
	Total des produits exceptionnels	19 646	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	350 378	103 981
	Total des charges exceptionnelles	350 378	103 981
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(330 732)	(103 981)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		13 933	11 130
TOTAL DES PRODUITS		6 889 024	5 975 836
TOTAL DES CHARGES		6 749 547	6 222 297
EXCEDENT ou DEFICIT		139 477	(246 461)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

---

## **ANNEXE COMPTABLE**

### **EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024**

---

#### **PREAMBULE**

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 6 871 094€.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total Produits de 6 889 024€ et un total de Charges de 6 749 547€, dégageant ainsi un résultat de 139 477€.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par l'expert-comptable de l'association.

#### **PRESENTATION DE L'ASSOCIATION**

L'association a pour objet :

- d'établir une concertation étroite et permanente entre les Départements pour toutes les questions intéressant les Départements et leurs établissements ;
- de faire connaître au Gouvernement, au Parlement et à toutes institutions nationales, communautaires et européennes, publiques ou privées, la position officielle des Départements sur tous projets ou propositions de textes européens, de lois ou de règlements nationaux concernant les missions, les compétences, l'organisation et les activités des Départements français ;
- d'être une instance de liaison et de représentation avec toutes les autres institutions et organisations de la vie économique et sociale, afin de développer avec elles tous échanges, concertations et partenariats, pouvant servir l'efficacité de l'action des Départements.

Description des moyens de l'association :

La représentation de Départements de France s'exerce autour d'un Bureau, d'une Commission exécutive et de 15 Commissions thématiques. Deux fois par an Départements de France se réunit en assemblée générale, dont l'une à l'occasion des Assises des Départements de France.

- l'Assemblée générale :

Elle se tient annuellement et réunit l'ensemble des Présidents des Départements et des collectivités adhérentes pour l'approbation des comptes annuels, le quitus au Président et au Trésorier sur leur gestion de l'association et la et la fixation de la cotisation de l'année suivante.

- le Bureau permanent :

Organisé tous les deux mois, il représente les différentes sensibilités politiques des Départements. Autour du Président de Départements de France, il réunit les membres élus du Bureau, les Présidents des Commissions thématiques et les représentants des Groupes politiques de Départements de France. Il prépare les prises de positions communes et organise les travaux de Départements de France. Le Bureau peut aussi auditionner des personnalités sur des thèmes relevant des domaines de compétences de l'Assemblée.

- la Commission exécutive :

Elle se réunit tous les deux mois pour préparer les Bureaux et assurer la bonne exécution des décisions qui y sont prises. Elle se compose des Vice-Présidents, du Secrétaire général, du Secrétaire général adjoint, du Trésorier et du Trésorier adjoint. La Commission exécutive peut aussi se réunir selon les besoins de l'actualité.

- les Commissions thématiques :

Elles se réunissent entre trois et quatre fois par an. Les 15 Commissions thématiques sont en charge de réflexion sur les sujets de leur champ de compétence ou les problématiques des Départements, et de proposent aux instances de Départements de France les positions à retenir. L'Assemblée générale qui suit le renouvellement des assemblées départementales procède, sur proposition du Bureau, à la fixation du nombre et des attributions des commissions thématiques. En tenant compte des différentes sensibilités politiques, les Commissions thématiques sont pilotées par un Président désigné par le Bureau parmi ses membres. Appuyé de deux Vice-Présidents, il convoque les réunions et en fixe l'ordre du jour.

Moyens d'action de l'Association :

Pour réaliser son objet social, l'Association réunit les représentants des Départements, rassemble toutes informations et documentations sur les attributions, initiatives et activités des Départements, effectue auprès des Pouvoirs Publics toutes interventions et démarches dans l'intérêt des Départements et organise tout service d'intérêt commun nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

Elle peut notamment mettre en œuvre directement, ou indirectement, tous travaux d'études, de recherches, de conception, de fabrication, d'édition, de diffusion de tous outils d'information et, plus généralement, fournir toute assistance ou service aux départements et effectuer toute opération en relation avec son objet social.

Elle peut notamment participer à tous organismes à but non lucratif ou ayant pour objet d'exploiter des activités d'intérêt général, compatibles avec son objet social.

Elle a également qualité pour proposer les noms des représentants des Départements et de leurs établissements dans les organismes de tous ordres dont l'objet intéresse directement ou indirectement les Départements et notamment dans les instances mises en place par les Pouvoirs Publics français ou communautaires.

Elle a, enfin, capacité à défendre les intérêts moraux, matériels et financiers de l'ensemble des Départements avec, notamment, qualité pour agir, sur ce fondement, devant toute juridiction ou cour d'arbitrage nationale ou internationale, de quel qu'ordre que ce soit.

## **RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES**

### **• PRINCIPES ET CONVENTIONS GÉNÉRALES**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants le Plan Comptable Général ANC 2018-06.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement de l'ANC n°2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les cotisations sont, selon la règle générale, comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois, si l'entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

Au cas d'espèce Départements de France émet des appels à cotisation avec un droit d'agir en recouvrement. En conséquence, la méthode de comptabilisation retenue et appliquée est la méthode dite à l'engagement, à savoir comptabilisation des cotisations à la date de leur appel.

Il a été dérogé pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité aux principes de la méthode des coûts historiques pour les raisons suivantes :

- Départements de France n'a pas opté pour l'incorporation du coût des emprunts dans le coût d'entrée des immobilisations,
- La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée aux immobilisations suivantes à l'occasion de la mise en place du nouveau portail internet et lors des travaux de rénovation,
- Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaires ou dégressifs en fonction de la durée de vie prévue, conformément au règlement CRC N° 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs modifiés par le règlement CRC N° 2003-07.

### **• PERMANENCE DES MÉTHODES**

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

### **PROVISIONS :**

Une provision est constatée dès qu'une obligation existe à l'encontre de l'association et qu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une charge sans contrepartie au moins équivalente.

S'agissant pour l'essentiel de cotisations d'adhésion à l'association, la dépréciation d'une créance client entraîne, de facto, la question du maintien ou de la radiation du membre concerné. Au regard des statuts de l'association, cette radiation est prévue à l'Article 7-3 : Perte de la qualité de membre.

De ce fait, la décision de dépréciation d'une créance, après avoir engagé l'ensemble des recours et médiations possibles envers le membre défaillant, ne peut être constatée que pour l'intégralité de la créance considérée.

## **IFET :**

Dans le cadre de la convention de commodat afférente aux locaux signée le 7 mars 2000 entre Départements de France et l'IFET et ayant fait l'objet d'un avenant le 30 décembre 2001, une quote-part des charges supportées par Départements de France est refacturée à l'IFET. Il en est de même pour les quotes-parts de salaires des personnels salariés de Départements de France mis à disposition de l'IFET.

L'IFET bénéficie ainsi en contrepartie de locaux de Départements de France rue Duguay Trouin.

Pour prendre en considération l'évolution des prestations réellement rendues, la convention de commodat a fait l'objet d'un avenant au 15 février 2023 avec un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Ainsi du fait de l'arrêt d'assistance administrative, il a été mis fin à la refacturation d'une quote-part de salaire de personnels salariés de Départements de France à l'IFET à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022.

## **COMPLÉMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN**

### **• ÉTAT DES IMMOBILISATIONS**

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	8 797		9 936			18 733
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 797		9 936			18 733
CORPORELLES	Terrains	669 100					669 100
	Constructions sur sol propre	2 066 010					2 066 010
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement	1 515 842					1 515 842
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	472 695		27 015		43 564	456 147
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 723 647		27 015		43 564	4 707 098	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	13 224					13 224
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	13 224					13 224
TOTAL		4 745 668		36 951		43 564	4 739 056

### **Évaluation des immobilisations :**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs

acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'acte liés à l'acquisition ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 100 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

### **Immobilisations incorporelles**

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée de vie prévue, soit de 1 à 3 ans.

La variation nette des immobilisations incorporelles représente 10K€ et s'explique par l'acquisition de licences, 4.5K€, et d'immobilisations incorporelles en cours de 5.5K€ pour le projet Départements data.

### **Autres immobilisations corporelles**

La variation nette des immobilisations corporelles représente -17K€ et s'explique par :

- L'acquisition de matériel informatique divers (25K€),
- L'acquisition de mobilier divers (2K€)
- Mise au rebut de mobiliers divers (-44K€),

### **Autres immobilisations financières**

Les immobilisations financières représentent 13K€ et demeurent stables en 2024.



## • ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	7 737	378		8 115
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 737	378		8 115
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	609 683	20 661		630 344
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	1 227 222	40 172		1 267 394
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	381 553	64 778	43 564	402 768
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 218 459	125 611	43 564	2 300 506
TOTAL		2 226 195	125 989	43 564	2 308 621

## ÉTAT DES PROVISIONS

Une provision est constatée dès qu'une obligation existe à l'encontre de l'association et qu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une charge sans contrepartie au moins équivalente.

### Provisions pour risques et charges

Au cours de l'exercice 2015, un litige a été provisionné dans les comptes. Il s'agit d'un litige entre Départements de France et un ancien salarié sur l'attribution d'indemnités financières dans le cadre de son départ (réalisation d'un accord à l'amiable établi par ses soins et signé par lui-même).

Une provision a été comptabilisée à hauteur du montant litigieux (charges sociales comprises) que le salarié a perçu soit 23 483 €. Cette provision a été reprise au cours de l'exercice, le litige ayant été clôturé.

### Provisions pour dépréciation

Les provisions pour dépréciation concernent des appels à cotisations non couverts dans leur totalité.

Au cours de l'exercice 2023, il a été doté une provision pour dépréciation pour la somme de 109 822€. Ce montant a été intégralement déprécié. Cette provision a été intégralement reprise, la cotisation a été réglée au cours de l'exercice 2024.

Au cours de l'exercice 2024 il a été doté une provision pour dépréciation pour la somme de concernant des cotisations de l'exercice 2023 non couvertes à fin 2024.

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	23 483		23 483	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	23 483		23 483	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations {incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	109 822	22 240	109 822	22 240
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	109 822	22 240	109 822	22 240
TOTAL GENERAL		133 305	22 240	133 305	22 240
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			22 240	133 305	



• **ETAT DES CREANCES**

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	13 224		13 224
	Clients douteux ou litigieux	22 240	22 240	
	Autres créances clients	1 033 927	1 033 927	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	4	4	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 290	11 290	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	29 305	29 305	
	Autres impôts, taxes versements assimilés	19 369	19 369	
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	68 195	68 195	
	Charges constatées d'avances	65 405	65 405	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>		<b>1 262 959</b>	<b>1 249 735</b>	<b>13 224</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

**Autres créances clients : 1 033 927€**

- Dont Créances Conseils départementaux membres : 1 004K€
- Dont Autres créances diverses : 30K€

**Taxe sur la valeur ajoutée :**

Le crédit de TVA présent à la clôture des comptes de l'exercice 2024 est de 29 305€ contre 53 718€ pour l'exercice précédent.

Les crédits de TVA font l'objet : soit de remboursements, soit d'une imputation, chaque année sur les déclarations de TVA.

# • ETAT DES DETTES

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTE	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	110	110		
	Fournisseurs et comptes rattachés	523 333	523 333		
	Personnel et comptes rattachés	205 977	205 977		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	354 069	354 069		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	8 000	8 000		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	55 012	55 012		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	669 149	669 149		
TOTAL DES DETTES		1 820 651	1 820 651		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Autres Dettes

- Dont 257K€ de charges à payer détaillée en page 10,
- Dont 412K€ de fonds reçus dans le cadre de l'opération de soutien « Solidarité Mayotte ». Les fonds seront intégralement reversés par Départements de France au Département de Mayotte dès la conclusion d'une convention entre les deux entités permettant le transfert effectif des fonds au Conseil départemental de Mayotte avec toutes les garanties financières et juridiques nécessaires.

# • PRODUITS À RECEVOIR

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		72 749
Autres créances		72 749
PRODUITS À RECEVOIR FSE	30 474	
CREANCE IFET ANNEE EN COURS	3 139	
INTERETS COURUS À RECEVOIR	39 135	

- **CHARGES À PAYER**

Etat exprimé en euros		31/12/2024
<b>Total des Charges à payer</b>		<b>852 002</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b> <i>FOURNISSEURS FACT. NON PARVENUE</i>	237 242	<b>237 242</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b> <i>PERSONNEL CONGÈS PAYÉS</i> <i>CHARGES SOCIALES S/ CP</i> <i>ETAT CHARGES À PAYER</i>	205 575 129 365 22 672	<b>357 611</b>
<b>Autres dettes</b> <i>CHARGES A PAYER</i>	257 149	<b>257 149</b>

**Factures non parvenues : 237 242€**

- Location Congrès : 80K€
- RSM Honoraires 2024 : 28K€
- Personnel détaché TDF: 43K€
- Adhésions, factures , prestations diverses : 86K€

**Autres dettes :**

Provision pour départs en retraites et charge sociales pour 257 149€

- **CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**

Les charges constatées d'avance représentent 65 405€ contre 65 615€ en 2023.

- **PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

Les produits constatés d'avance représentent 5 000€ (UPCOOP 2025).

## **COMPLÉMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RÉSULTAT**

- **RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS**

Indication du montant des rémunérations ainsi que les avantages en nature des 3 plus hauts cadres salariés (au sens de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006), soit 467 393€ pour l'exercice 2024.

- **EFFECTIF MOYEN**

Au 31 décembre 2024, Départements de France compte 28.67 salariés, dont 18.67 femmes et 10 hommes.

- **HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 29 687 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 29 687€
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les services autres que la certification des comptes (SACC) liés à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0€

**ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS**

- **CRÉDIT BAIL**

Néant

- **ENGAGEMENT EN MATIÈRE DE PENSIONS ET RETRAITES**

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle conclue à l'occasion de départ à la retraite.  
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

\*  
\*                      \*

Tels sont les éléments d'ordre comptable et financier que nous souhaitons vous apporter dans le cadre de notre mission d'expertise comptable pour l'exercice 2024.

**Frédéric GABILLON**  
**Expert-Comptable Associé**